

Consultation Publique ARCEP
Analyse des marchés pertinents de l'accès au service
téléphonique et du départ d'appel en position déterminée
Projet de décision

Réponse de Verizon France

22 septembre 2017

Verizon France remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de s'exprimer à propos de son projet de décision dans le cadre du 5^{ème} cycle d'analyse des marchés pertinents de l'accès au service téléphonique et du départ d'appel en position déterminée.

Verizon France souhaite rappeler à titre liminaire que les positions et observations formulées dans le présent document ne valent que pour ce qui concerne le marché non résidentiel en France.

Verizon France constate que le projet de décision s'inscrit dans la continuité des orientations évoquées dans le document «Bilan et perspectives» préalablement soumis à consultation publique du 30 mai au 27 juin 2007, que Verizon France avait approuvées dans leur ensemble à l'exception de la levée de l'obligation pour Orange d'offrir la présélection sèche sur le marché non résidentiel et la prestation de départ d'appel y associée.

Verizon France prend acte du choix de l'Autorité de confirmer la levée de cette obligation, tout en souhaitant que l'opérateur historique continue d'offrir ces prestations sur une base volontaire pendant la durée du 5^{ème} cycle d'analyse des marchés considérés. Verizon France demande également qu'un délai de préavis d'au moins 18 mois soit respecté par Orange entre le moment où elle annoncera qu'elle souhaite mettre fin à ces prestations, et la date à laquelle leur fourniture technique cessera effectivement.

Par ailleurs Verizon France approuve l'obligation imposée à Orange de remonter au niveau du PRO le niveau pertinent pour la collecte du trafic de départ d'appel. Il serait raisonnable de réduire à 2 le nombre minimum d'interconnexions au PRO requis pour bénéficier du tarif régulé de départ d'appel, ces 2 PRO pouvant être choisis par l'opérateur alternatif parmi ceux qu'il a déjà interconnectés. Un nombre plus élevé pourra cependant être requis si l'écoulement du trafic l'exige, à l'image du modèle mis en œuvre par Orange pour l'interconnexion IP.

Enfin, Verizon France prend acte du choix de l'Autorité de ne pas imposer à Orange de livrer son trafic de départ d'appel en IP, ce choix n'ayant pas d'impact significatif pour Verizon.

En résumé, Verizon France se satisfait du projet de décision de l'Autorité.